

**CONTRIBUTION DE L'AFORST A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP
PORTANT SUR L'OFFRE DE RACCORDEMENT DES REPARTITEURS
DE FRANCE TELECOM EN LIAISON FIBRE OPTIQUE**

Paris, le 24 novembre 2006

L'AFORST remercie l'Autorité de lui permettre de participer à sa réflexion visant à évaluer le caractère satisfaisant ou non de l'offre de France Télécom de raccordement des répartiteurs en liaison fibre optique (LFO) des conditions auxquelles elle est proposée aujourd'hui.

Elle prie l'Autorité de noter que sa contribution se limite à certaines questions particulières de la consultation, à l'exclusion de celles nécessitant des informations, contractuelles techniques ou économiques personnelles à chaque opérateur.

1. Recueil de documents (Q1) : NA pour l'AFORST

2. Transparence de l'offre :

L'AFORST souhaite souligner le fait que les opérateurs manquent clairement de la visibilité minimale nécessaire pour leur permettre d'élaborer un plan de déploiement cohérent, de nature à étendre leur couverture en dégroupage, ainsi que pour établir le programme d'investissements nécessaires à sa réalisation.

En effet, actuellement France Télécom ne communique aucune information sur la topologie ou la disponibilité des fibres, à une échelle territoriale cohérente avec un déploiement d'opérateur (*a minima* la région).

Les opérateurs dégroupés n'ont ainsi aucun moyen de vérifier contradictoirement l'indisponibilité de capacité en fibres qui leur est opposée alors même qu'ils rencontrent un taux très élevé de refus de leurs demandes de location de ces fibres (environ 50%).

A ce titre, il est essentiel que la prestation de LFO soit incluse dans l'offre de référence de dégroupage de France Télécom et soit assujettie aux conditions nécessaires de transparence et d'accès à l'information.

En effet, la prestation de LFO de France Télécom peut être légitimement considérée comme un remède associé au dégroupage, proportionné au problème identifié, *cad* la stagnation du taux de couverture du dégroupage en l'absence de sa mise en œuvre.

Ce remède est nécessaire, comme l'a indiqué l'ARCEP elle-même, pour :

- permettre aux opérateurs alternatifs de déployer sur le territoire leurs réseaux de dégroupage avec un accès aux ressources et des conditions technico-économiques proches de ceux dont France Télécom a bénéficié lorsqu'elle a déployé, avec quelques années d'avance, ses propres réseaux haut débit ;

- favoriser l'extension géographique du dégroupage afin de limiter les disparités d'intensité concurrentielle entre territoires et afin d'y favoriser l'exercice d'une concurrence durable en matière de haut débit, fondée sur le dégroupage de la boucle locale et des investissements de long terme de la part des opérateurs alternatifs.

Par ailleurs en conférant un statut d'offre régulée à la LFO, l'ARCEP pourra, d'une part, régulièrement évaluer sa mise en œuvre et obtenir pour ce faire les informations nécessaires de France Télécom, d'autre part, les opérateurs dégroupés pourront plus facilement avoir recours à une procédure de différend devant l'Autorité en cas de refus injustifié de mise à disposition.

Sans qu'il soit nécessaire de porter une procédure de différend devant l'Autorité, le risque de voir ces procédures se multiplier ne peut qu'inciter l'opérateur historique à plus de coopération.

2. Non discrimination

A l'évidence, seul un accès non discriminatoire à la fibre que France Télécom a posée il y a de nombreuses années sur le segment de collecte pour raccorder ses répartiteurs distants et/ou desservant une population réduite, permettrait d'atténuer, sinon de pallier, à l'avantage structurel détenu par l'opérateur historique dans le déploiement de ses services haut débit (98 % de la population couverte par les services ADSL de France Télécom vs 55 % environ pour les dégroupés).

L'actuelle offre commerciale LFO, est forcément discriminante à l'égard des opérateurs tiers compte tenu de l'asymétrie d'information entre les opérateurs dégroupés et les équipes qui planifient le déploiement du haut débit pour le compte de France Télécom.

Par ailleurs, elle est également discriminante dans la mesure où France Télécom réalise pour elle-même des travaux de désaturation¹ ou bien met en œuvre des solutions de multiplexage WDM qu'elle ne propose pas à ses concurrents (cf. les solutions proposées *infra*).

3. Efficacité et impact : NA pour l'AFORST

4. Adaptations nécessaires de l'offre LFO :

L'AFORST souhaite que l'ARCEP prenne les dispositions réglementaires nécessaires pour :

1. faire de LFO une prestation annexe du dégroupage nécessaire pour assurer son effectivité ;
2. modifier le processus géographique de commande : l'échelon territorial devrait être plus large et la durée de validité des études, fixée à 8 semaines, est insuffisante dans la

¹ Pour mémoire France Télécom réalise pour le compte des opérateurs tiers des opérations de désaturation dans le cadre du dégroupage de la paire de cuivre.

mesure où les opérateurs tiers ont besoin de la réponse à plusieurs de leurs demandes pour concevoir et mettre en œuvre un déploiement cohérent ;

3. que France Télécom mette en œuvre des solutions palliatives en cas de saturation réelle :
 - a. étude de saturation dans des délais raisonnables à préciser par les opérateurs, avec des solutions différentes proposées selon la situation ;
 - b. utilisation des fibres de manœuvre ;
 - c. location d'un λ après multiplexage des longueurs d'ondes en WDM ;
 - d. proposition d'un tracé alternatif de fibre sans augmentation du coût de la location de la fibre même si le parcours physique réel est plus long ;
4. Rendre effectif principe de non discrimination :
 - a. lorsque la satisfaction de la demande de location de fibre d'un opérateur tiers aurait pour conséquence l'utilisation de la totalité de la capacité de fibre disponible sur un segment donné, France Télécom doit avoir l'obligation de subordonner cette location à la réalisation de travaux de désaturation ou de multiplexage pour rendre possible le partage ultérieur des fibres entre plusieurs opérateurs ;
 - b. prohibition pour France Télécom de toute mise en œuvre - pour son propre compte - de solutions de nature à pallier à la saturation des fibres si elle ne met pas ces solutions à disposition des opérateurs tiers ;
5. Fluidifier et adapter le process de livraison au déploiement des opérateurs dégroupés : synchronisation de la livraison des espaces de dégroupage avec les fibres de raccordement, (centralisation ou à tout le moins coordination de ces deux prestations sous forme de gestion de projet) ;
6. Imposer à France Télécom une tarification simple de la location de fibre qui ne fasse pas supporter aux opérateurs l'inefficacité de certains tracés historiques du réseau de collecte de France Télécom ou la saturation partielle des fibres dont la mise à disposition est demandée . Pour ce faire l'AFORST propose d'asseoir cette tarification sur la distance à vol d'oiseau multipliée par un coeff. 1,3 ou 1,4